

1. Editorial
2. De la concertation à la gouvernance
4. Pourquoi utiliser des mots nouveaux dans la coopération internationale ?
5. Qu'attendre d'Habitat II + 5 ?
6. Habitat II + 5 - Qu'en attendent les villes et autorités locales ?
- Publications
7. Conférences Formations
8. Nouvelles de la coopération



Groupe Habitat

Djibouti

Habitat II+5

En juin prochain, à New-York, la communauté internationale va dresser, cinq ans après, un premier bilan du sommet d'Istanbul.

D'abord, ne pas se méprendre. Ne pas confondre, surtout, Habitat II+5 et Habitat III. Istanbul avait accueilli, en 1996, une grande rencontre planétaire, qui a clos, en forme de synthèse urbaine, le cycle des conférences mondiales des Nations-Unies ouvert, en 1992, à Rio, par le Sommet de la Terre. Ce fut une manifestation exceptionnelle à tous égards, longue (deux semaines), polymorphe, très ouverte et très courue. New-York ne sera pas une réédition d'Istanbul. La réunion qui va s'y tenir en juin est d'une tout autre nature. C'est une simple session de l'Assemblée Générale des Nations-Unies, spéciale certes, puisque tout entière consacrée au bilan d'Istanbul, mais, par nature, compacte (trois jours à peine) et quoi qu'on fasse, moins ouverte et plus formelle.

Dès lors que peut-on en attendre ? Habitat II + 5 doit évidemment permettre de prendre la juste mesure des progrès accomplis et des obstacles rencontrés dans la mise en oeuvre du plan mondial d'action adopté à Istanbul. La force d'inertie des structures et des institutions urbaines fait qu'on ne peut s'attendre, en seulement cinq ans, à des résultats spectaculaires. Seul un effort continu, opiniâtre, inscrit dans la durée, peut faire significativement bouger les choses. Mais il est temps de faire un premier point, de recueillir des informations pertinentes sur les acquis, les évolutions en cours, les difficultés persistantes et, à la lumière du constat ainsi établi, sans rien remettre en cause des engagements pris en 1996, de définir collectivement un ensemble hiérarchisé d'actions prioritaires à engager à court-moyen terme pour progresser plus vite et plus sûrement sur le chemin tracé à Istanbul.

Mais il y a plus. La session de New-York doit avant tout permettre de sensibiliser, davantage encore, l'opinion mondiale à la complexité des défis auxquels toutes les villes du monde, dans leur diversité, restent confrontées ainsi qu'à l'importance considérable des enjeux qui s'attachent au développement durable des établissements humains. Parce qu'elle est la porte d'entrée incontournable de notre avenir, la ville doit devenir, dans chacun de nos pays, un véritable enjeu de gouvernement. La déclaration politique que l'Assemblée Générale adoptera, à l'issue de la session, doit l'affirmer clairement et à voix haute. Elle doit fonctionner comme une piqûre de rappel, prolongeant et amplifiant les conclusions d'Istanbul.

La session de New-York doit enfin incarner le partenariat en marche. Un Comité thématique fonctionnant en son sein permettra aux délégations gouvernementales, aux représentants des autorités locales et aux partenaires de la société civile (qui s'exprimeront aussi à l'occasion de manifestations parallèles) d'échanger leurs points de vue et d'engager concrètement le dialogue sur quelques interrogations majeures. Ce devrait être un temps particulièrement fort de la session. Remobiliser l'opinion mondiale, dresser un bilan d'exécution significatif, afficher des orientations pour l'action à court-moyen terme, affirmer une dynamique partenariale de projet partagé. On ne peut espérer davantage du processus «Habitat II+5». Mais si elle parvient à répondre effectivement à ces attentes, la session de New-York fera date. ■

Georges Cavallier,
Coordonnateur national Habitat II

Il est important d'insister sur la démarche de la FMCU (Fédération Mondiale des Cités unies) et de IULA (Union Internationale des Autorités Locales) qui, lors du Congrès des 3-6 mai, à Rio de Janeiro feront les premiers pas vers l'unification.

Ce congrès, un mois avant Habitat II + 5 à New York, représente un moment historique pour la présence internationale des pouvoirs locaux.

Plus que jamais, il est nécessaire de souligner que les villes sont les vrais acteurs de la prise de décision concernant les citoyens. D'où l'importance du thème du congrès «Les priorités de la Communauté», car on y discutera, entre autres, de l'administration efficace, de l'inclusion sociale, de la décentralisation administrative, et de la démocratie participative, points cruciaux tant pour les pays en développement que pour les pays développés.

L'évènement a été jugé suffisamment important pour que la 2ème assemblée mondiale des villes et autorités locales (AMVAL) se tienne également à Rio, le 6 mai 2001, et non plus à New York en juin, parallèlement à la conférence des Nations unies «Habitat II + 5» (ou Istanbul + 5).

→ contact : Site : www.rio.rj.gov.br/iula-fmcu

Approche des marchés des «pays en transition» dans le secteur de l'équipement

Le ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement a confié à l'Isted la réalisation d'une étude sur l'approche des marchés des pays d'Europe Centrale et Orientale et d'Asie centrale dans les domaines de l'équipement. Cette étude, pilotée par la direction des affaires économiques et internationales (DAEI), le Centre français du commerce extérieur (CFCE) et l'Isted, a été confiée à Michel Prouzet, consultant indépendant, spécialiste de la question de la réforme des administrations publiques en Europe de l'Est et en Asie.

L'étude vise essentiellement à faciliter l'accès aux marchés de ces pays aux PME et aux bureaux d'études. Ces «pays en transition» offrent des perspectives de marchés non négligeables pour les entreprises françaises. Les pays concernés par cette étude sont : la Hongrie, le Kazakhstan, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et l'Ukraine. Cette étude se veut avant tout un guide didactique et opérationnel.

→ Contact : Isted, «pôle Villes» Christine Pointereau, mél.cpointereau@isted.com

Nouvelles de la coopération

Cities Alliance

Le Groupe Consultatif (GC) de Cities Alliance s'est réuni à Rome du 30 novembre au 1^{er} décembre 2000, sous la double présidence de Mmes Anna Tibaijuka, directeur exécutif du CNUEH et Nemat Shafik, Vice-présidente de la Banque mondiale.

L'ordre du jour du Groupe Consultatif portait principalement sur le programme de travail en cours et prévisionnel 2001, les objectifs et l'organisation interne de l'Alliance.

Au cours des débats, il a été demandé au Secrétariat de Cities Alliance de préciser ses objectifs et la valeur ajoutée que cette initiative peut apporter aux différents partenaires qui la constituent. S'agissant du programme de travail en cours, 31 nouvelles demandes de participations financières ont été formulées auprès de Cities Alliance pour un montant global de 9,3 millions d'USD. Ce sont au total 12 dossiers qui ont été proposés et retenus pour un montant global de 4,2 millions d'USD. Un deuxième groupe de 7 dossiers pour un montant de 1,9 millions d'USD

demeure en cours d'instruction.

La création d'un comité restreint de pilotage a été décidé (confié aux représentations du Royaume Uni et de la Hollande et logé auprès du bureau Habitat de Bruxelles).

Lors de l'appel de fonds pour 2001, la Hollande, l'Italie et la Banque mondiale devaient annoncer une nouvelle participation, tandis que le Canada, l'Allemagne, la Suède, et le Royaume Uni confirmaient leur participation déjà annoncée. Seules la France, le Japon et la Norvège n'étaient pas en mesure d'annoncer une participation pour l'année 2001. Lors d'une récente visite en France, M. Mark Hildebrand devait confirmer que la Banque asiatique de développement était sur le point de rejoindre l'Alliance et que les négociations avec l'Union Européenne étaient en cours.

Une collaboration plus étroite était recherchée avec les différents partenaires français et notamment avec l'Isted, afin de favoriser la diffusion de l'information vers les publics francophones.

Services Urbains

Dans le cadre d'un contrat obtenu auprès du ministère de la Recherche et cofinancé par l'Institut de la Gestion Déléguée et l'Isted, Dominique Lorrain a dirigé un travail réalisé en collaboration avec 4 autres chercheurs où sont analysées des expériences internationales de gestion déléguée concernant des groupes étrangers (principalement anglo-saxons).

Un rapport intitulé «Retours d'Expériences, (7 cas de gestion déléguée à l'étranger)» s'inscrit dans la suite logique du travail réalisé par le même auteur dans le cadre du groupe de travail Services Urbains Durables piloté par l'Isted au cours duquel étaient analysées des expériences similaires de groupes français. Une publication regroupant ces différentes études devrait être prochainement disponible.

→ Contact : Isted, «pôle Ville» François Croville, Arche de la Défense, Paroi Sud, 92055 La Défense Cedex, France, mél.fcroville@isted.com

Association «Professionnels Développement urbain et coopération»

Un dîner-débat «A quoi peut servir Habitat II +5», organisé par l'Association «Professionnels Développement urbain et coopération», a rassemblé le 30 janvier dernier quelque 35 personnes autour de MM. Georges Cavalier et Jean-Pierre Dufay. Les participants d'origine professionnelle diverse : consultants, membres de bureaux d'études ou d'ONG, ont pu ainsi se faire une idée plus claire des enjeux d'Istanbul + 5, et avoir de nombreux échanges dont l'essentiel est repris dans ce numéro de Villes en développement.

L'Association prépare sa journée d'études qui aura lieu le vendredi 7 septembre 2001 sur le thème «pauvreté/exclusion sociale/exclusion spatiale». Des informations plus précises, sur le lieu et les modalités de participation seront communiquées ultérieurement.

→ Contact : AdP, a/s Villes en développement, mél.reynaud.ved@isted.com

Financé par :

Ministère de l'Équipement, des transports et du logement

Ministère des Affaires étrangères

Directeur de publication : Jean Smagghe, président de l'ISTED

Rédacteur en chef : Jean-Michel Moulin, de l'Association de professionnels développement urbain et coopération (ADP)

Comité de rédaction : Xavier Crépin, François Croville, Nicolas Frelot, Francis Godard, François Lamoise, Claude de Miras, François Noisette, Annik Osmont, Paul Pavy, Anne Quéren, Françoise Reynaud.

Secrétaire de rédaction et PAC : Christiane Gracichon-Rebe

Impression Grapholset Bondoufle 91

ISSN 1551 - 1672

Abonnement : 120 F. 4 n° par an

ISTED

Centre de documentation et d'information

«Villes en développement» Arche de la Défense Paroi Sud 92055 La Défense Cedex France

Tél. 33 (0) 1 40 81 15 7 Fax. 33 (0) 1 40 81 15 9 mél.ved@isted.com <http://www.isted.com>